



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MAYENNE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ

BUREAU DES PROCÉDURES
ENVIRONNEMENTALES ET FONCIÈRES

ARRETE du 18 juillet 2018

modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 autorisant le GAEC de la Grande Crochinière, ayant son siège social au lieu-dit la Grande Crochinière à Loiron-Ruillé (53320) à exploiter un élevage avicole porté de 63 800 animaux équivalents à 83 000 emplacements volailles (91 000 animaux équivalents) sur ce même site et modifiant le plan d'épandage

Le préfet de la Mayenne,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement ;

Vu la directive IED Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission Européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE susvisée, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2002 modifié relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'action national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'action régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° 2014-132 du 24 juin 2014 établissant le programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DEVO0927282A du 18 novembre 2015 du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret, préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, portant approbation du SDAGE du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° 670/2017/DRAAF-DREAL du 22 décembre 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Frédéric MILLON, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval et suppléance du préfet de la Mayenne ;

Vu l'arrêté du 2 octobre 2015 autorisant le GAEC de la Grande Crochinière, ayant son siège social au lieu-dit la Grande Crochinière à Loiron-Ruillé, à exploiter un élevage avicole comprenant 63 800 animaux équivalents, sur ce même site ;

Vu la demande présentée le 14 février 2018 par le GAEC de la Grande Crochinière sollicitant la modification des effectifs de son atelier avicole, portés à 83 000 emplacements et de son atelier bovins porté à 90 vaches laitières ainsi que le plan d'épandage de son exploitation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement n° 2018 01437 du 30 avril 2018 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, dans sa séance du 17 mai 2018 ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 6 juillet 2018 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, les prescriptions complémentaires imposées par arrêté préfectoral, suite à la modification d'une installation, doivent permettre la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code ;

Considérant que les modalités de fonctionnement prévues au dossier de demande d'autorisation prennent en compte l'arrêté préfectoral n° 2014-132 du 24 juin 2014 établissant le programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Considérant que les conditions d'aménagement et de fonctionnement prévues au dossier ne constituent pas de dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'augmentation de l'activité avicole du GAEC de la Grande Crochinière de 36 100 emplacements reste inférieure au seuil de 40 000 qui nécessite une nouvelle autorisation ;

Considérant que le plan d'épandage, déterminé après étude agro-pédologique, est suffisamment dimensionné pour absorber les déjections de l'exploitation ;

Considérant que la quantité d'azote dans les effluents à épandre sur les nouvelles parcelles, n'ayant pas fait l'objet de l'enquête publique initiale de 2015, ne dépasse pas 10 tonnes ;

Considérant que les modifications proposées par le GAEC de la Grande Crochinière ne présentent pas de caractère substantiel ;

Considérant que le dossier comporte un volet relatif à la mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) et à la prise en compte de celles-ci dans la conception et la conduite des bâtiments d'élevage avicole ;

Considérant que les communes concernées par le nouveau plan d'épandage ont déjà été consultées lors de l'enquête publique de 2015 ;

Considérant qu'aucune zone naturelle et aucun périmètre de captage ne se trouve à proximité du projet et des nouvelles parcelles d'épandage ;

Considérant que les bâtiments sont équipés d'une ventilation dynamique et qu'en l'absence de mise en place d'un système de désenfumage en toiture, un panneau sera apposé sur le ou les bâtiments à ventilation dynamique concernés, que ce panneau de signalisation externe sera blanc avec une écriture en rouge mentionnant clairement « Absence de système de désenfumage. En cas d'incendie, ne pas pénétrer dans le bâtiment », qu'il sera apposé à proximité de la porte principale et d'un format de 60 cm x 30 cm minimum ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur qui, par son courrier susvisé en date du 6 juillet 2018, a indiqué dans le délai de quinze jours imparti ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté qui lui était soumis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE :

Article 1^{er} : les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2015 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le GAEC de la Grande Crochinière, ayant son siège au lieu-dit la Grande Crochinière à Loiron-Ruillé, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, un élevage avicole de 83 000 emplacements (91 000 animaux-équivalents), au lieu-dit la Grande Crochinière sur le territoire de la commune de Loiron-Ruillé.

Article 2 : les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2015 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

1.3. Réexamen des Meilleures Techniques Disponibles :

- les « installations autorisées après la parution des conclusions MTD » sont les installations pour lesquelles une autorisation au titre de la rubrique 3660 est délivrée après le 21 février 2017 (date de publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs), y compris les

installations faisant l'objet d'une autorisation pour une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement,

- les « installations autorisées avant la parution des conclusions MTD » sont les autres installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 3660,

- les « niveaux d'émission » sont les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Pour les poulets de chair d'une masse finale supérieure à 2,5 kg, ces niveaux d'émission sont fixés par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement,

- les « meilleures techniques disponibles » sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement.

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

L'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

Par dérogation aux articles 41 et 42, l'exploitant peut solliciter une dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission.

Cette demande est formulée et instruite dans les formes prévues au I de l'article L. 515-29 du code de l'environnement et dans les dispositions réglementaires prises pour son application.

Si la dérogation sollicitée a été acceptée par le préfet à l'issue de la procédure, pour l'application de l'article 41 et du II de l'article 42 au périmètre couvert par le champ de la dérogation accordée, l'exploitant met en œuvre les prescriptions, respecte les valeurs limites fixées et délais prévus par arrêté préfectoral.

Article 3 : le tableau de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2015 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	A, E ou D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Effectif autorisé
3660	2	A	Elevage intensif de volailles	Elevage avicole	Plus de 40.000 emplacements pour les volailles	83 000 emplacements
2111	1	A	Volailles, gibier à plumes (<i>activité d'élevage, vente, transit, etc, de</i>) à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques	Elevage avicole	Plus de 30.000 animaux-équivalents	91 000 animaux-équivalents
2101	2c	D	Elevage de vaches laitières (<i>dont le lait est, au moins en partie, destiné à la consommation humaine</i>)	Elevage bovin	De 50 à 100	90 vaches laitières

Article 4 : le tableau de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2015 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
la Grande Crochinière à Loiron-Ruillé	Bâtiments d'élevage volailles et bovins	ZR	41, 55
		ZS	26
la Bête à Loiron-Ruillé	Bâtiments d'élevage bovins	YK	16

Article 5 : les dispositions de l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2015 sont complétées par les dispositions suivantes :

17.2.4 Affichage complémentaire

En l'absence de mise en place d'un système de désenfumage en toiture, un panneau doit être apposé sur le ou les bâtiments à ventilation dynamique concernés. Ce panneau de signalisation externe doit être blanc avec une écriture en rouge mentionnant clairement « Absence de système de désenfumage. En cas d'incendie, ne pas pénétrer dans le bâtiment ». Il doit être apposé à proximité de la porte principale du bâtiment concerné et être d'un format de 60 cm X 30 cm minimum.

Article 6 : les dispositions de l'article 21.1 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2015 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Type d'effluents ou de déjections	Valeur agronomique		
	N	P ₂ O ₅	K ₂ O
Fumier de canards et poulets produit	17 407	9 862	20 187
Fumier de bovin produit	5 270	2 100	6 980
Fumier de volailles exporté	12 905	6 898	13 822
Fumier (volailles + bovin) restant à épandre	9 772	5 065	11 299

415 tonnes de fumier de volailles seront exportées et compostées sur une unité de compostage, la Société DUFEU à Lasse (49490).

Article 7 : les dispositions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2015 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Après étude agropédologique d'une surface globale de cent quarante-neuf hectares cinquante-trois ares (149 ha 53 a), l'épandage est autorisé sur une surface de cent vingt-cinq hectares trois ares (125 ha 03 a) réparti de la façon suivante :

- 97 ha 83 ares aptes à l'épandage en période de déficit hydrique ;
- 27 ha 20 ares aptes toute l'année.

Article 8 : les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent à l'établissement.

Article 9 : un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion, les fiches de données de sécurité des produits dangereux détenus, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques, conformément aux articles 8, 9 et 14 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susmentionné.

Article 10 : publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Loiron-Ruillé et peut y être consultée.

Une copie de cet arrêté est affichée à la mairie de Loiron-Ruillé pendant une durée d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Une copie de cet arrêté est adressée aux conseils municipaux d'Ahuillé et de Montjean ainsi qu'aux services concernés.

L'arrêté est publié pour une durée d'un mois, sur le site internet des services de l'État en Mayenne :

www.mayenne.gouv.fr/rubrique/environnement-eau-et-biodiversite/installations-classées/installations-classées-agricoles/enregistrement.

Article 11 : une copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'installation sont remis au GAEC de la Grande Crochinière, qui doit toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

Article 12 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le maire de Loiron-Ruillé, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète de Mayenne,


Marie THALABARD-GUILLOT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île-Gloriette, BP 24111, 44041 Nantes Cedex 01, dans les délais suivants, conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article

L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.